

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 25 juillet au 29 août 2025

Fait marquant

Les négociations entre le gouvernement et l'industrie pharmaceutique sur le prix et la fiscalité des médicaments ont échoué

Après plusieurs semaines de discussions avec les laboratoires pharmaceutiques sur un projet de réforme du VPAG (dispositif de maîtrise de l'évolution des dépenses publiques en médicaments), le gouvernement a annoncé mi-août mettre fin aux négociations « faute de réponse suffisamment rapide » de la part de la fédération de l'industrie pharmaceutique ABPI. Le gouvernement aurait notamment proposé en juin (i) une réduction du montant de la « clawback tax » jusqu'en 2028, (ii) une augmentation (d'un pourcentage « à deux chiffres ») du prix de certains médicaments innovants, avec une hausse globale d'1 Md£ de l'enveloppe consacrée aux remboursements de médicaments à horizon 2028 et (iii) une trajectoire d'augmentation du prix des médicaments sur 10 ans. L'ABPI (fédération de l'industrie pharmaceutique) n'a pas fait parvenir de réponse formelle au gouvernement sur cette proposition, malgré un ultimatum adressé par le ministre de la Santé Wes Streeting à la fin du mois d'août.

Energie-climat

La production solaire au Royaume-Uni dépasse déjà le total de 2024

La production solaire au Royaume-Uni a déjà dépassé le total de 2024 grâce à l'extension rapide des fermes solaires et à un ensoleillement favorable, générant plus de 14 TWh d'électricité à mi-août, soit l'équivalent de 5,2 millions de foyers ou du métro de Londres pendant plus de dix ans.

La capacité solaire a augmenté d'un cinquième depuis 2023, et le gouvernement vise 45-47 GW d'ici 2030 pour atteindre 95 % d'électricité propre. Pour soutenir cette expansion, de nouvelles politiques encouragent l'installation de panneaux sur les logements, écoles et hôpitaux, prolongent les subventions aux développeurs, simplifient les projets intermédiaires et priorisent les raccordements au réseau, tandis que l'intégration de batteries permet de stabiliser l'alimentation.

Malgré ce dynamisme, les experts soulignent les défis liés aux contraintes du réseau, à l'acceptation locale et aux besoins d'infrastructures de transmission pour atteindre les objectifs de 2030.

Les factures vont augmenter

Le régulateur britannique Ofgem a annoncé une hausse de 2 % du plafond des prix du gaz et de l'électricité à partir d'octobre, soit environ 35 £ de plus par an pour un ménage type (1 755 £). L'augmentation, plus élevée que prévu, reflète à la fois le coût du soutien aux bénéficiaires de certaines aides sociales et celui pour un approvisionnement électrique stable.

Les ménages paieront environ 2,93 £ de plus par mois, dont 1,42 £ pour le prolongement du dispositif *Warm Home Discount* et 1,23 £ pour la gestion du réseau. Les charges fixes du gaz augmentent également, à hauteur de 72 p.

Environnement

Réformes environnementales pour débloquent le système de planification britannique

Le 19 août, le gouvernement a dévoilé de [nouvelles mesures](#) venant compléter le plan de 500 M£ sur trois ans annoncé dans l'[Infrastructure Strategy](#) de juin 2025, afin d'accélérer la construction de logements et d'infrastructures. L'objectif est de construire 1,5 million de logements et d'accélérer la prise de décision sur 150 projets d'infrastructures majeurs d'ici la fin du Parlement.

Chaque grand projet d'infrastructure aura désormais un régulateur environnemental en titre (*Lead Environmental Regulator*) chargé de coordonner toutes les décisions réglementaires. Le premier projet soumis à cette mesure est la route *Lower Thames Crossing* (reliant le Kent à l'Essex), supervisé par *Natural England*.

Par ailleurs, un nouveau *Defra Group Infrastructure Board* doit être créé pour accélérer le traitement d'une cinquantaine de projets majeurs, comme Hinkley Point C, *East West Rail* ou l'expansion de l'aéroport de Heathrow. Les mesures incluent également l'utilisation de technologies numérique pour renforcer la capacité des agences comme *Natural England* et l'*Environment Agency* à traiter plus rapidement les demandes d'autorisation.

Le gouvernement présente ces mesures comme un moyen de construire plus rapidement tout en assurant la protection de l'environnement. Toutefois, les organisations environnementales mettent en garde contre le risque que l'assouplissement de certaines règles nuise à la protection de l'environnement, notamment concernant les fonds *Nature Restoration Fund* et *Marine Recovery Fund*, destinés à compenser les impacts des projets sur terre et en mer.

Rapport faisant état des divergences de gouvernance en matière d'économie circulaire entre le Royaume-Uni et l'UE

Le think tank *Institute for European Environmental Policy* (IEEP) a publié en août 2025 un [rapport](#) sur les divergences croissantes entre le Royaume-Uni et l'Union européenne en matière de gouvernance de l'économie circulaire. Alors que l'UE prépare un ambitieux *Circular Economy Act* attendu fin 2026, le Royaume-Uni privilégie une approche non législative et "diverge par défaut", à l'exception notable des plastiques et emballages où sa réglementation est plus avancée. Cette évolution risque de créer des frictions commerciales et des coûts supplémentaires pour les entreprises opérant des deux côtés de la Manche.

Le rapport recommande au gouvernement britannique de clarifier sa stratégie nationale, de renforcer la coopération avec l'UE (notamment via le partage de données et de bonnes pratiques), et de soutenir les entreprises dans les domaines clés comme l'écoconception, le passeport produit et la fiscalité carbone, afin d'éviter un retard structurel et de garantir un marché équitable.

Le gouvernement prépare sa première Stratégie pour l'économie circulaire en Angleterre, attendue à l'automne 2025. Celle-ci ciblera cinq secteurs stratégiques : produits chimiques et plastiques ; construction ; textiles ; transport et alimentation.

Recours des investisseurs du projet minier de Whitehaven contre l'État britannique

Les investisseurs du projet de mine de charbon de Whitehaven (Cumbria), dont le projet a été annulé par la Cour Suprême en 2024 pour n'avoir pas pris en compte ses impacts climatiques, poursuivent le gouvernement britannique pour obtenir compensation. West Cumbria Mining et son actionnaire singapourien Woodhouse Investment ont saisi le tribunal international d'arbitrage de l'ISDS (*Investor-State Dispute Settlement*), prévu par un accord commercial UK-Singapour datant de 1975. Ce mécanisme permet aux entreprises de réclamer des indemnités lorsqu'elles estiment avoir subi un manque à gagner en raison de décisions publiques.

Les militants climatiques dénoncent un recours qui pourrait coûter cher au contribuable et qui crée un dangereux précédent en offrant aux investisseurs fossiles un levier contre les politiques climatiques ambitieuses. Ils rappellent que, depuis 1998, près de 80 Md\$ ont déjà

été versés à des compagnies pétrolières, gazières ou minières dans le monde via l'ISDS.

Le projet, défendu par ses promoteurs pour ses emplois et son charbon "moins carboné" que les importations, avait été critiqué pour son incompatibilité avec les objectifs britanniques de neutralité carbone et son inadaptation aux besoins de la sidérurgie nationale. Le gouvernement travailliste a depuis confirmé son refus de délivrer de nouvelles licences charbon. Le Royaume-Uni est le premier pays du G7 à être sorti du charbon, avec la fermeture de sa dernière centrale à Ratcliffe-on-Soar en septembre 2024.

Industrie

Speciality Steel a été placé en liquidation judiciaire

Specialty Steel, filiale du groupe britannique Liberty Steel spécialisée dans la production d'aciers et d'alliages spéciaux, en difficulté financière depuis plusieurs années, a été placée en liquidation judiciaire par la Haute Cour du Royaume-Uni. Le *Department for Business and Trade* a nommé un administrateur judiciaire, indépendant, et financera la poursuite des opérations de Specialty Steel le temps qu'un repreneur soit trouvé. Le gouvernement indique qu'il a déjà été approché par plusieurs potentiels acheteurs. Speciality Steel est le troisième plus grand producteur britannique d'acier, après Tata Steel et British Steel.

Les exportations de voitures britanniques vers les États-Unis ont augmenté en juillet après plusieurs mois de baisse

Selon les chiffres de la fédération de l'industrie automobile SMMT, les exportations britanniques de véhicules vers les États-Unis ont progressé de 6,8% en juillet en g.a., atteignant 10000 unités. Les exportations vers les É-U avaient connu 3 mois consécutifs de baisse, avec notamment une baisse de -55% en g.a. en mai. Selon le SMMT, ces chiffres « illustrent l'effet positif » de l'accord commercial entré en vigueur le 30 juin et qui a réduit de 27,5% à 10%, dans la limite de 100 000 véhicules par an, les tarifs douaniers américains sur les véhicules britanniques.

Transports

Virgin Trains est en discussions exclusives avec Alstom pour la commande de 12 trains à grande vitesse pour ses futures dessertes transmanche

Virgin Trains a annoncé dans une lettre au régulateur britannique du transport ferroviaire être en discussions exclusives avec Alstom pour la commande de 12 trains à grande vitesse pendulaires de la gamme Avelia Stream. Virgin Trains, nouvelle filiale du groupe Virgin prévoyant de concurrencer Eurostar en desservant Paris, Bruxelles et Amsterdam depuis Londres, devrait débiter ses opérations à horizon 2030. Virgin Trains prévoit de finaliser sa commande avant la fin de l'année, pour des livraisons à partir de la fin de la décennie.

Le R-U et l'Allemagne créent un groupe de travail conjoint pour développer une liaison ferroviaire à grande vitesse entre les deux pays

Le Premier ministre Keir Starmer et le Chancelier Friedrich Merz ont signé le 17 juillet un nouveau Traité de partenariat bilatéral entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. Le texte prévoit notamment la mise en place d'une *taskforce* constituée « d'experts du transport ferroviaire », qui aura pour mission « d'éliminer les barrières à la mise en place de dessertes ferroviaires directes » entre le R-U et l'Allemagne, « notamment s'agissant de la mise en œuvre des contrôles aux frontières nécessaires ». Pour rappel, le R-U a conclu au printemps un accord semblable avec la Suisse, vers laquelle il n'existe pas encore non plus de liaison ferroviaire directe depuis Londres.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtrésor.gouv.fr, karine.maillard@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangé, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr